

**Michel HUNAUT***Loire-Atlantique (6<sup>ème</sup> circonscription)  
Nouveau Centre*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe Nouveau Centre [J.O. du 27 juin 2007]

**NOMINATIONS**

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Représentant suppléant des délégations de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et à l'Assemblée parlementaire de l'UEO [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission d'accès aux documents administratifs [J.O. des 2 août 2007 et 15 février 2008]

Membre titulaire de la commission du suivi du mémorandum d'accord signé le 26 novembre 1996 entre la France et la Fédération de Russie [J.O. du 2 août 2007]

Membre du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire [J.O. du 4 août 2007]

Rapporteur du projet de loi relatif à la lutte contre la corruption (n° 171) [5 septembre 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [J.O. du 2 février 2008]

Membre de la mission d'information sur les questions mémorielles [J.O. du 2 avril 2008]

**DÉPÔTS**

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi relatif à la lutte contre la corruption (n° 171) [3 octobre 2007] (n° 243)

Proposition de loi organique n° 302 visant à permettre le retour à l'équilibre budgétaire [18 octobre 2007]

Proposition de loi n° 337 visant à instituer un salaire parental [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 366 visant à créer un délit d'atteinte à l'environnement [7 novembre 2007]

Proposition de loi n° 473 visant à faire de l'absence de condamnation pour blanchiment, corruption, concussion, abus de bien social ou prise illégale d'intérêt une condition d'éligibilité et d'accès aux responsabilités [5 décembre 2007]

Proposition de loi n° 477 visant à créer une délégation parlementaire à l'écologie et au développement durable [5 décembre 2007]

Proposition de loi organique n° 489 visant à faire de l'absence de condamnation une condition d'éligibilité [7 décembre 2007]

Proposition de loi n° 903 visant à instituer une taxe sur les ventes d'armes au profit de l'Agence française de développement [20 mai 2008]

**INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE***QUESTIONS AU GOUVERNEMENT*

Jeux et paris. Politiques communautaires. PMU [17 octobre 2007] (p. 2832)

Handicapés. Insertion professionnelle et sociale. [7 novembre 2007] (p. 3775)

Système pénitentiaire. Organisation. [19 décembre 2007] (p. 5427)

Politique extérieure. Chine. Tibet, attitude de la France [25 mars 2008] (p. 907)

Système pénitentiaire. Etablissements. Conditions de détention [20 mai 2008] (p. 2180)

*QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT*

n° 24, posée le 2 octobre 2007. Elevage. Bovins (J.O. Questions p. 5863). Appelée le 2 octobre 2007. Dioxine, conséquences, éleveurs (p. 2465)

n° 105, posée le 22 janvier 2008. Voirie. Retirée par l'auteur (J.O. Questions p. 405)

n° 129, posée le 29 janvier 2008. Voirie. RN 171 (J.O. Questions p. 625). Appelée le 29 janvier 2008. Aménagement, Loire-Atlantique (p. 559)

n° 227, posée le 6 mai 2008. Justice. Financement (J.O. Questions p. 3701). Appelée le 6 mai 2008. Maison de la justice et du droit, Châteaubriant (p. 1873)

## DÉBATS

**Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs**

## PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2100)

Son intervention (p. 2108)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2145)

*Thèmes :*

Droit pénal : alternatives à l'incarcération (p. 2109)

Droit pénal : individualisation de la peine (p. 2110)

Droit pénal : injonction de soins (p. 2109)

Droit pénal : récidive : sanctions (p. 2146)

Droit pénal : récidive : statistiques (p. 2108)

Justice : moyens (p. 2100)

Justice : exécution des décisions : délais (p. 2108)

Système pénitentiaire : lois (p. 2101)

Système pénitentiaire : réforme (p. 2101)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 2108)

Système pénitentiaire : insertion professionnelle et sociale : accès (p. 2109)

**Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)***Avant l'article 1<sup>er</sup>*

Son amendement n° 96 (rapport annuel sur les établissements pénitentiaires, la population carcérale, les mesures de réinsertion et de prévention de la récidive) (p. 2148) : retiré (p. 2149)

Son amendement n° 54 rectifié (rapport du Gouvernement sur le respect par la France des règles pénitentiaires du Conseil de l'Europe un an après la promulgation de la loi) : retiré (p. 2150)

*Article 1<sup>er</sup> (instauration de peines minimales d'emprisonnement applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)*

Ses amendements n°s 49 et 48 (p. 2153 et s.)

*Article 2 (instauration de peines minimales d'emprisonnement applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)*

Ses interventions (p. 2158 et s.)

Ses amendements n°s 51 et 50 (p. 2161)

*Article 2 bis (obligation pour le procureur de la République de prescrire une enquête de personnalité avant de prendre des réquisitions tendant à retenir la récidive)*

Son intervention (p. 2168)

*Article 2 ter (information du condamné sur les conséquences de la récidive)*

Son intervention (p. 2171)

*Article 5 (application de l'injonction de soins en matière de suivi socio-judiciaire)*

Son intervention (p. 2185)

**Explications de vote et vote [18 juillet 2007] (p. 2191)**

Ses explications de vote (p. 2192)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 2192)

**Projet de loi n° 114 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté**

## PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2334)**

Son intervention (p. 2339)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2352)

*Thèmes :*

Administration : autorités administratives indépendantes : Contrôleur général des lieux de privation de liberté (p. 2339, 2352)

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : moyens (p. 2339)

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : pays étrangers (p. 2339)

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté : personnel (p. 2339)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 2339, 2352)

**Discussion des articles [25 septembre 2007] (p. 2353, 2374)***Article 1<sup>er</sup> (statut et champ de compétence du Contrôleur général)*

Son amendement n° 43 (p. 2354)

*Article 2 (conditions de nomination et garanties d'indépendance du Contrôleur général)*

Ses interventions (p. 2356 et s.)

Ses amendements n°s 45 et 44 (p. 2357, 2358)

*Article 6 (pouvoirs d'investigation du Contrôleur général et des contrôleurs)*

Son amendement n° 49 (p. 2364) : retiré (p. 2365)  
 Ses interventions (p. 2366 et s.)  
 Ses amendements n°s 51 et 50 (p. 2377)

#### **Explications de vote et vote [25 septembre 2007]**

Ses explications de vote (p. 2385)  
 Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 2385)

#### **Projet de loi n° 171 relatif à la lutte contre la corruption**

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

#### PREMIÈRE LECTURE

#### **Avant la discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2684)**

Son intervention (p. 2686)  
 Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2690)

#### *Thèmes :*

Droit pénal : corruption : paradis fiscaux (p. 2690)  
 Droit pénal : corruption : Royaume-Uni (p. 2686)  
 Justice : espace judiciaire européen (p. 2687)  
 Justice : parquet : moyens (p. 2687)  
 Justice : tribunaux de commerce (p. 2690)  
 Marchés publics : transparence (p. 2688)  
 Organisations internationales : Conseil de l'Europe : traités et conventions (p. 2686)  
 Organisations internationales : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (p. 2686)  
 Organisations internationales : Organisation des Nations unies (ONU) (p. 2686)  
 Relations internationales : coopération policière et pénale (p. 2687)  
 Union européenne : fonctionnaires et agents publics (p. 2686)  
 Union européenne : directives : blanchiment des capitaux (p. 2688)

#### **Discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2699)**

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2699 à 2708)

#### *Avant l'article 1er*

Son sous-amendement n° 28 (pour les seuls délits de corruption et de trafic d'influence) à l'adt n° 19 de M. Arnaud Montebourg (p. 2699) : retiré (p. 2700) ; repris par M. Arnaud Montebourg : rejeté (p. 2700)

*Article 1er (corruption et trafic d'influence concernant les agents publics et les magistrats et personnes exerçant une fonction juridictionnelle en France)*

Ses interventions (p. 2701 et s.)  
 Son amendement n° 13 : adopté (p. 2702)

*Article 2 (incrimination de la corruption et du trafic d'influence des agents publics étrangers et internationaux, du personnel judiciaire étranger et international - peines complémentaires)*

Ses interventions (p. 2703 et s.)  
 Ses amendements n°s 14, 16 et 17 : adoptés (p. 2703)

*Article 4 (compétence concurrente du tribunal de grande instance de Paris pour les infractions de corruption et de trafic d'influence d'agents publics étrangers)*

Son intervention (p. 2704)

*Article 5 (utilisation des nouvelles mesures de surveillance, d'infiltration et de sonorisation en matière de corruption)*

Son intervention (p. 2705)

#### *Après l'article 5*

Intervient sur l'adt n° 9 rectifié de la commission (actualisation du régime des interdictions de soumissionner à un contrat de partenariat privé conclu avec l'Etat ou les collectivités territoriales en cas de condamnation pour corruption ou trafic d'influence) (p. 2706)

Intervient sur l'adt n° 10 de la commission (transmission systématique des comptes certifiés des sociétés d'économie mixte locales aux élus à l'occasion de l'examen du budget - transmission des comptes certifiés des sociétés d'économie mixte aux élus régionaux) (p. 2706)

Son amendement n° 18 (constitution de partie civile uniquement à l'audience par les associations reconnues d'utilité publique) (p. 2706) : retiré (p. 2707) ; repris par M. Arnaud Montebourg : rejeté (2707)

#### *Après l'article 6*

Son amendement n° 22 (protection des salariés à l'origine d'une dénonciation de faits de corruption révélés dans l'exercice de leurs fonctions) (p. 2707) : adopté (p. 2708)

*Article 7 (application dans les collectivités d'outre-mer)*

Son amendement n° 23 : adopté (p. 2708)

**Proposition de loi n° 176 visant à permettre la recherche des bénéficiaires des contrats d'assurance vie non réclamés et en déshérence**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [11 octobre 2007] (p. 2715)**

Son intervention (p. 2719)

*Thèmes :*

Assurances : assurance vie : bénéficiaires (p. 2719)

Assurances : assurance vie : décès (p. 2719)

Assurances : contrats : information (p. 2720)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 2720)

**Projet de loi de finances n° 189 pour 2008**

PREMIÈRE LECTURE

**DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES**

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

**Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)**

*Procédure des questions :*

Retraites : régime agricole : montant des pensions (p. 4042)

JUSTICE

**Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)**

Son intervention (p. 4171)

*Thèmes avant la procédure des questions :*

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté (p. 4172)

Assemblée nationale : commissions d'enquête : justice (p. 4172)

Justice : carte judiciaire : réforme (p. 4172)

Justice : maisons de la justice et du droit : création (p. 4172)

Justice : pôles de l'instruction (p. 4172)

Système pénitentiaire : détenus : effectifs (p. 4171)

*Procédure des questions :*

Justice : maisons de la justice et du droit : Chateaubriant (p. 4185)

**Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2007] (p. 4204)**

*Crédits de la mission "Justice" inscrits à l'état B*

Son amendement n° 230 : adopté après rectification (p. 4208)

**Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 56)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 64)

Son intervention (p. 74)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Claude Sandrier (p. 92)

*Thèmes :*

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 57)

Justice : rétention de sûreté (p. 74, 93)

Justice : victimes (p. 56, 74, 92)

Lois : rétroactivité des lois (p. 75)

Système pénitentiaire : crédits (p. 74)

Système pénitentiaire : crédits : Parti socialiste (p. 64)

Système pénitentiaire : détenus : soins en détention (p. 57, 75)

**Discussion des articles [9 janvier 2008] (p. 97)**

*Article 1er (instauration de la rétention de sûreté – soins en détention – surveillance judiciaire prolongée)*

Ses interventions (p. 101, 109)

*Après l'article 12*

Son amendement n° 107 deuxième rectification (consultation du fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles (FIJAIS) par les représentants des collectivités territoriales) : adopté (p. 132)

Son amendement n° 108 (rapport au Parlement) : adopté (p. 133)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE  
PARITAIRE

**Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [6 février 2008] (p. 774)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 778)

Son intervention (p. 783)

*Thèmes :*

Administration : Contrôleur général des lieux de privation de liberté (p. 783)

Droit pénal : crimes et délits contre les personnes : récidive (p. 778)

Justice : crédits (p. 783)

Lois : rétroactivité des lois : droit pénal (p. 778)

**Explications de vote et vote [6 février 2008]**

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 783)

**Projet de loi n° 690 autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion de l'article unique [6 février 2008] (p. 789) ; [7 février 2008] (p. 827)**

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 803)

Son intervention (p. 821)

*Thèmes :*

Environnement : développement durable (p. 822)

Jeunes : échanges internationaux : politiques communautaires (p. 822)

Politiques communautaires : services publics (p. 821)

Union européenne : politique sociale (p. 822)

Union européenne : constitution européenne : référendums (p. 821)

Union européenne : construction européenne (p. 804)

Union européenne : majorité qualifiée (p. 821)

Union européenne : traité de Lisbonne (p. 803)

**Proposition de loi n° 325 complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion de l'article unique [3 avril 2008] (p. 1189)**

Son intervention (p. 1193)

*Thèmes :*

Droit pénal : témoins : protection (p. 1193)

Parlement : commissions d'enquête : auditions (p. 1193)

Parlement : commissions d'enquête : huis clos (p. 1193)

Parlement : prérogatives : commissions d'enquête (p. 1193)

**Explications de vote et vote [3 avril 2008]**

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 1193)

**Projet de loi organique n° 567 modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil constitutionnel et relatif à ses archives**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion de l'article unique [29 avril 2008] (p. 1780)**

Son intervention (p. 1790)

*Thèmes :*

Archives et bibliothèques : archives : protection (p. 1790)

Archives et bibliothèques : archives : sanctions pénales (p. 1790)

Archives et bibliothèques : communication des archives : délais (p. 1790)

Archives et bibliothèques : communication des archives : généalogie (p. 1791)

Collectivités territoriales : charges : archives (p. 1791)

Conseil constitutionnel : archives (p. 1791)

**Projet de loi n° 566 relatif aux archives**

PREMIÈRE LECTURE

**Discussion des articles [29 avril 2008] (p. 1799)**

*Article 18 A (incitation fiscale à la réalisation de travaux de restauration des archives historiques)*

Son intervention (p. 1810)

*Après l'article 18*

Son amendement n° 33 (possibilité pour les établissements de santé de confier à un tiers l'archivage des dossiers papiers des patients) (p. 1810) : retiré (p. 1811)

**Projet de loi n° 411 portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1900)**

Son intervention (p. 1903)

*Thèmes :*

Entreprises : compétitivité (p. 1904)

Entreprises : fusion transfrontalière (p. 1903)

Entreprises : fusion transfrontalière : sécurité (p. 1904)

Justice : tribunaux de commerce : greffiers (p. 1904)

Professions judiciaires et juridiques : notaires (p. 1904)

Union européenne : Société coopérative européenne (SCE) (p. 1904)

**Discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1908)**

*Article 1er (dispositions particulières régissant les fusions transfrontalières)*

Son intervention (p. 1910)

**Proposition de loi n° 433 portant réforme de la prescription en matière civile**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [6 mai 2008] (p. 1921)**

Son intervention (p. 1931)

*Thèmes :*

Droit civil : obligations : réforme (p. 1931)

Droit civil : prescription : délais (p. 1931)

Droit civil : prescription : pays étrangers (p. 1931)

Droit pénal : agressions sexuelles : mineurs (p. 1931)

Environnement : dommages à l'environnement : prescription (p. 1931)

Justice : simplification du droit : droit civil (p. 1931)

**Explications de vote et vote [6 mai 2008]**

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 1932)

**Déclaration du Gouvernement n° 876 sur les langues régionales**

**[7 mai 2008] (p. 1959)**

Son intervention (p. 1964)

*Thèmes :*

Culture : langues régionales (p. 1964 et s.)

Enseignement : langues régionales (p. 1965)

Langue française : usage (p. 1964)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 1964)

**Projet de loi n° 735 relatif à la protection du secret des sources des journalistes**

PREMIÈRE LECTURE

**Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2105)**

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2121)

Son intervention (p. 2122)

*Thèmes :*

Droit pénal : perquisitions (p. 2122)

Droits de l'homme et libertés publiques : liberté d'expression (p. 2122)

Presse et livres : indépendance (p. 2122)

Presse et livres : journalistes : secret professionnel (p. 2123)

Presse et livres : liberté de la presse (p. 2122)

Presse et livres : secret des sources des journalistes : pays étrangers (p. 2123)

Presse et livres : secret des sources des journalistes : protection (p. 2122)

Vote pour du groupe Nouveau Centre (p. 2123)